

La CIRGL prépare une rencontre à Khartoum sur les ressources naturelles

PANA, 06 novembre 2017 - Le secrétariat de la Cirgl à Bujumbura prépare une rencontre régionale sur les ressources naturelles à Bujumbura, Burundi (PANA) - La 16^{ème} réunion du Comité technique régional de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL, 12 Etats membres) contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, se tiendra à Khartoum, au Soudan, du 7 au 10 novembre, a-t-on appris d'un communiqué transmis lundi à la PANA par le secrétariat exécutif de l'organisation basée à Bujumbura, la capitale du Burundi.

Les pays membres de la Cirgl sont l'Angola, le Burundi, la Centrafricaine, le Congo, la République démocratique du Congo (Rdc), le Kenya, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. Les participants à la réunion vont évaluer le statut de mise en œuvre des « six outils » de lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les Etats membres de la Cirgl, précise la source. Ces six outils se rapportent au mécanisme de certification régionale, à l'harmonisation des législations nationales, à la base des données sur le flux des minerais, à la formalisation du secteur minier artisanal, à la promotion de l'Initiative de la transparence dans les industries extractives (Itie) ainsi qu'au mécanisme d'alerte rapide. Des partenaires financiers et techniques dans la mise en œuvre de l'Initiative régionale sur les ressources naturelles (Irrn) font partie des invités à la rencontre de Khartoum, indique le communiqué. Les membres régionaux du Comité régional, quant à eux, suivront une formation de renforcement des capacités sur les tendances récentes de bonne gouvernance dans le secteur minier, y compris la Vision Minière Africaine (Vma), d'après la même source. La Vma a été adoptée en février 2009 par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine en tant que cadre visant à encourager une « exploitation transparente, équitable et optimale des ressources minières pour soutenir une croissance durable » sur le continent. Dans la République riche en ressources naturelles de la Région des Grands Lacs en diverses ressources naturelles, leur exploitation sauvage et illicite est principalement attribuée aux groupes et autres rébellions armées, comme en République démocratique du Congo. Au niveau des Etats, c'est la redistribution équitable et transparente des revenus des richesses naturelles ainsi que le rôle des multinationales qui sont généralement en cause. Au Burundi, le potentiel minier reste encore sous-évalué et exploité, notamment pour les gisements de nickel, d'or, de cassitérite, de Wolframite, de Vanadium et de terres rares. Certaines études indiquent néanmoins que le pays dispose de la deuxième plus grande réserve de Coltan dans la Région des Grands Lacs et de 6% des réserves mondiales de Nickel. Ce n'est que cette année que les premières exploitations industrielles d'or, à Cibitoke, non loin de la frontière burundaise avec la République démocratique du Congo, et de terres rares, dans la partie rurale de Bujumbura ont été officiellement inaugurées.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});